

ment saoudien. Nos discussions ont permis de découvrir l'ampleur des possibilités de coopération économique saoudi-canadienne ainsi que l'aptitude et la volonté de nos deux pays de renforcer nos relations à notre avantage mutuel. A titre d'expression concrète du sérieux avec lequel nous entendons, de part et d'autre poursuivre ce but, je suis très heureux d'annoncer que les gouvernements du Royaume d'Arabie Saoudite et du Canada ont décidé d'établir un Comité mixte de coopération économique et technique. Le Prince Saud et moi-même avons signé un Mémoire d'entente à cet égard. Il a été convenu que la première réunion de ce comité se tiendrait à Ottawa au début de l'été. Comme indication supplémentaire de l'expansion des relations bilatérales entre nos deux pays, le Prince Saud m'a annoncé la très bonne nouvelle de nomination prochaine d'un ambassadeur saoudien au Canada, en résidence à Ottawa.

Au sujet des questions économiques internationales, nous avons discuté des perspectives offertes à la Conférence sur la coopération économique internationale qui a tenu sa première réunion à Paris le mois dernier. Du fait que cette importante conférence a été originellement proposée par l'Arabie Saoudite et que je suis l'un des deux co-présidents de cette conférence, l'Arabie Saoudite et le Canada ont un intérêt particulier à discuter du travail de celle-ci dans les domaines clefs de l'énergie, des matières premières, du développement et des finances.

J'ai aussi passé en revue avec le Prince Saud ainsi qu'avec le ministre des finances la situation monétaire internationale et les programmes canadiens et saoudiens d'aide qui forment un chapitre d'importance croissante de la politique étrangère des deux pays. D'un commun accord il a été convenu que le Canada et l'Arabie Saoudite se consulteront de façon continue sur toutes questions économiques mondiales.

Au niveau politique, le Prince Saud et moi-même avons passé en revue la situation actuelle au Moyen-Orient, y compris le récent accord de désengagement entre Israël et l'Égypte, les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies au Sinaï et de la Force d'observation du désengagement sur les hauteurs du Golan et finalement les efforts de l'Office de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) en vue de soulager la misère des réfugiés palestiniens. Le Canada, comme vous le savez, est l'un des principaux contributeurs à la fois à l'UNRWA et aux forces de maintien de la paix des Nations Unies. A l'occasion de ces entretiens je ne me suis pas hasardé à suggérer ce que devraient être les détails d'une résolution de paix éventuelle au Moyen-Orient. Le Gouvernement canadien a de façon soutenue adopté la position qu'il appartient aux parties